



YSEIS

5 Avenue du grand chêne

34270 Saint Mathieu de Tréviers

☎ : 04 34.26.62.27 - 📠 : 04 42 27 21 15

PLAN GENERAL DE COORDINATION EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

**Chantier : RENOVATION DU PONT DE L'HERLE SUR LA
RN 126 SIS BANNIERES (81)**

Version	Date	Rédacteur	Observation
1	11/09/2024	P AIT IDIR	PGC Ind 1

1. PREAMBULE SUR LA MISSION DE COORDINATION	4
2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE	5
2.1 Présentation du projet.....	5
2.2 Déclarations Préalables	9
2.3 Démarches Administratives.....	9
3. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	11
3.1 Signalisation provisoire mise par l'entreprise	11
3.2 Signalisation provisoire mise par l'exploitant.....	11
3.3 Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier (DHOL)	11
4. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT	13
4.1 Réunion de Coordination.....	13
4.2 Cas de l'amiante.....	13
4.3 Protection contre les risques d'empalement	13
4.4 Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales	13
4.5 Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, utilisation des engins de levage et manutention	14
4.6 La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses	15
4.7 Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres	16
4.8 Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.....	16
4.9 L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale	16
4.10 Les mesures prises en matière d'interactions sur le site.....	19
5. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.	27
5.1 Environnement du chantier	27
5.2 Signalisation des véhicules	27
5.3 Equipement du personnel	27
5.4 Travaux dans les regards, création de tranchées dans le sol	27
6. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	28
6.1 Cantonnements	28
6.2 Installation Eau	28
6.3 Réseaux EU	28
6.4 Protections contre l'Incendie.....	28
6.5 Nettoyage du chantier	29
6.6 Stockage des produits dangereux (hydrocarbures, résines, peintures ...)	29
6.7 Mesures en cas de carence de l'entreprise	29
6.8 Accès : poussières - boues	29
7. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....	30
7.1 Généralités.....	30
7.2 Sauveteur secouriste du travail	30
7.3 Procédure d'urgence	30

7.4	Moyens de premiers secours.....	30
7.5	Procédure d'analyse des accidents et incidents.....	30
8.	LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES ATTRIBUTAIRES, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	31
8.1	Entreprise Titulaire	31
8.2	Sous-traitants.....	32
8.3	Personnel locatiers, Intérimaires et fournisseurs.....	32
8.4	Contrôle d'accès et formation à la sécurité des salariés du chantier.....	32
8.5	Affichages et registres obligatoires	33
8.6	Inspections Communes.....	33
ANNEXE	34
ANNEXE 1 :	Procédures d'organisation des secours / Points de Rencontre des Secours	35
ANNEXE 2 :	Liste des numéros d'appel	36
ANNEXE 3 :	Liste des Entreprises intervenantes	36
ANNEXE 4 :	Procédure d'alerte en cas d'accident grave ou mortel	36
ANNEXE 5 :	DoCument Harmonisé d'Organisation des Livraisons.....	37

1. PREAMBULE SUR LA MISSION DE COORDINATION

Les Principes Généraux de Prévention

Toutes les entreprises intervenantes devront appliquer les principes généraux de prévention énoncés ci-dessous :

- *Eviter les risques*
- *Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités*
- *Combattre les risques à la source*
- *Adapter le travail à l'homme*
- *Tenir compte de l'évolution de la technique*
- *Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins*
- *Planifier la prévention*
- *Prendre des mesures de protection collective*
- *Donner les instructions appropriées aux travailleurs*

- Le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé est établi conformément à l'article R 4532-43. du Nouveau Code du Travail ;
- « Le plan général de sécurité et de santé définit l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises. »

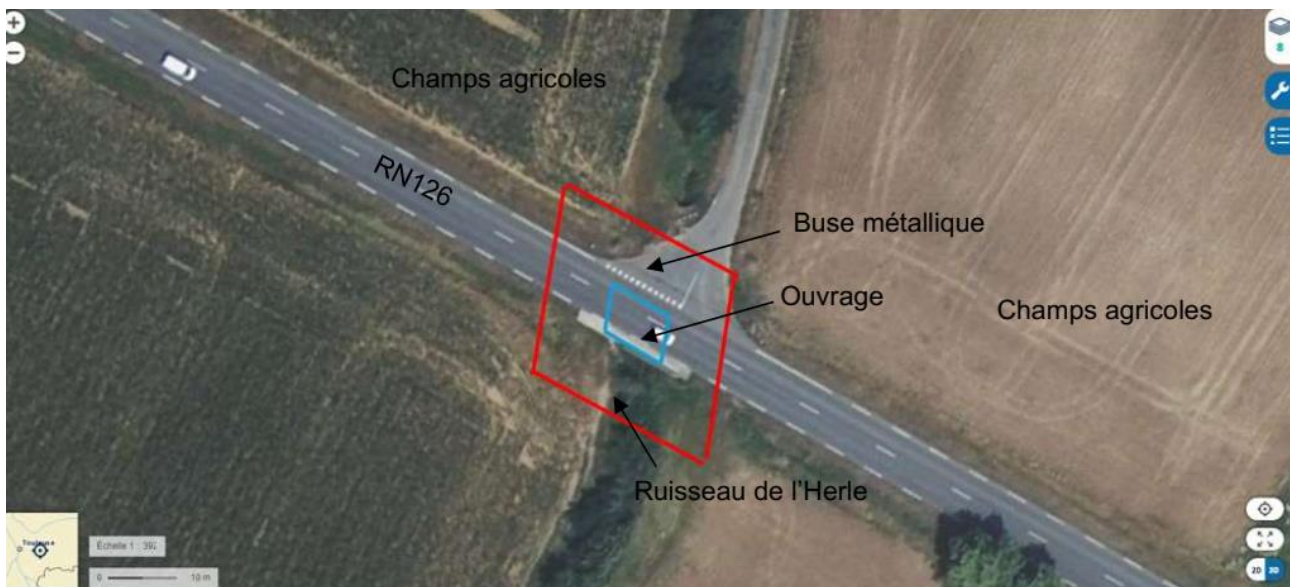
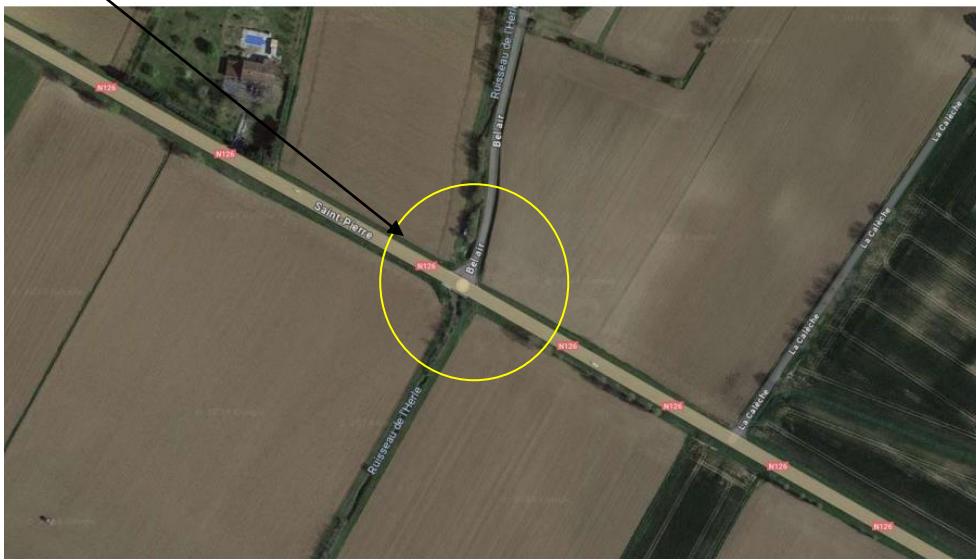
2. RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

2.1 Présentation du projet

2.1.1 Situation géographique

Le projet prévoit la démolition partielle (partie maçonnée) puis la reconstruction du pont de la RN126 franchissant le ruisseau de l'Herle au niveau de la commune de Bannières en limite des départements du Tarn et de la Haute-Garonne.

Localisation du site en WGS 84 : Lat - 43.60668739080561 Long - 1.749658300107713



➤ **Phase préparatoire :**

- Réalisation des pistes d'accès et de la plateforme IC et stockage,
- Installations de chantier,
- Élargissement autour du carrefour pour la déviation de la voie circulaire,
- Mise en œuvre du balisage,
- Déblaiement superficiel des berges du ruisseau,
- réalisation des tranchées drainantes.

➤ **Réalisation de l'ouvrage :**

- Sciage de la chaussée,
- Rabotage et démolition lourde de la chaussée,
- Soutènement en pieux sécants à la voie pour le maintien des remblais contigus et réalisation de la longrine de maintien des terres
- Réalisation des fondations par pieux diam 800 mm
- Déblai et évacuation des terres au droit de la dalle et des lignes d'appuis,
- Receptage des pieux et pieux sécants,
- Ferrailage et bétonnage des chevêtres,
- Ferrailage et bétonnage de la dalle.
- Réalisation de l'étanchéité y compris joint longitudinal et relevés d'étanchéité,
- Remblaiement, réfection structure de chaussée,
- Réalisation de la couche de roulement.
- Dépose du balisage

➤ **Travaux de finition :**

- Démolition de l'ouvrage existant,
- Traitement des terres autour de la buse métallique par béton projeté armé,
- Déblaiement complémentaire des berges et réalisation des enrochements bétonnés berges et talus,

2.1.3 Présentation des intervenants

Maître d'Ouvrage

DIRSO District sud ouest

155, Av. des Arènes Romaines 31300 TOULOUSE

Chef de district : SERRES Olivier

Adjoint : Lionel GOSSEC

Adjoint au chef de division SIMO/DOAG

Représentant MOA et MOE

SERRES Olivier

o.serres@developpement-durable.gouv.fr

Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé

YSEIS

5 Avenue du grand chêne

34270 Saint Mathieu de Trévières

☎ : 04 34.26.62.27 - 📠 : 04 42 27 21 15



Représenté par **DAVID LETINOIS**

☎ : 06.29.18.25.57

MAIL : david.letinois@yseis.com

Suppléant représenté par **ANDRE SOUSA**

Port : 06 12 36 08 06

Email : andre.sousa@yseis.com

2.1.4 Organismes Institutionnels

Inspection du travail

DRRETS

DREETS TARN

1 Rue Alain Colas, 81000 Albi

TEL 05 63 48 75 48

CARSAT

6 Rue Christian d'Espic, 81100 Castres

Téléphone : 09 71 10 39 60

Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics (O.P.P.B.T.P)

Les bureaux de la Cépière

Bâtiment C

3, chemin du Pigeonnier de la Cépière

BP 53645

31036 TOULOUSE CEDEX 1

Tél : 05 61 44 52 62

2.1.5 Entreprises

Dans le présent document, par entreprise titulaire du marché, il faut comprendre, dans le cas d'un groupement d'entreprises, le mandataire du groupement.

Le PGCSPPS intégrera les coordonnées des entreprises titulaires de chaque marché et de leurs sous-traitants lors de leurs désignations par le maître d'ouvrage.

2.1.6 Concessionnaires

Le Maître d'Ouvrage joint au DCE le tableau de synthèse indiquant le numéro de la DT et ainsi que l'état des réponses des concessionnaires.

2.1.7 Services de Secours

L'organisation des secours est détaillée en ANNEXE 1 :

2.1.8 Calendrier général d'exécution

Les travaux se réaliseront sur 5 mois

2.1.9 Horaires de travail

Horaire de jour avec maintien de la de la circulation par la réalisation d'une chaussée provisoire d'une part et d'autre part au confortement provisoire de l'ouvrage afin de permettre le passage de la circulation sous alternat.

2.1.10 Planning d'Exécution

La durée prévisionnelle des travaux, signalisation horizontale incluse est de 5 MOIS

Mode d'Exploitation

- **Modes d'exploitation particuliers** : la réalisation d'une chaussée provisoire d'une part et d'autre part au confortement provisoire de l'ouvrage afin de permettre le passage de la circulation sous alternat. Concernant la chaussée provisoire, elle devra être suffisamment large pour permettre la circulation routière par alternat. L'emprise de la chaussée se trouve sur deux propriétés privées. Une demande d'autorisation temporaire est à réaliser. La partie provisoire de la chaussée Est devra éviter le passage réseau HTA.

La route dite « des pradines » sera à fermer pendant la phase travaux.

Le site se distingue par la présence du cours d'eau très encaissé entre ses berges, Le cours d'eau de l'Herle circule sous le pont en longeant la route de Bannières en amont et en se dirigeant vers le Sud-Ouest., et par la forte circulation sur la RN126.

- **Accès dans les balisages** : les accès dans les emprises balisées ne sont autorisés qu'après **FEU VERT de l'EXPLOITANT ET/OU DU MAITRE D'ŒUVRE.**
- **Accès des zones de stand-by** de ses matériels et matériaux seront à confirmer lors de la période préparatoire

2.2 Déclarations Préalables

Du fait du classement en niveau 2 la maîtrise d'ouvrage devra faire les déclarations préalables auprès des organismes de prévention

2.3 Démarches Administratives

Il incombera à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation de ses travaux (D.I.C.T, arrêté de voirie, autorisation de mise en place d'une grue, convois exceptionnels, etc...).

Le plan général des réseaux, dernier indice, est intégré au DCE par le maître d'œuvre en qualité de pièce non contractuelle. Les Déclarations de projet de Travaux (DT), à la charge du maître d'ouvrage, seront refaites avant signature des marchés et communiquées aux entreprises.

Les D.I.C.T sont à faire par les entreprises concernées auprès des concessionnaires, dans le respect des dispositions du code de l'environnement (articles L 554-1 et R 554-1 et suivants) et de l'arrêté du 15 février 2012. Les entreprises devront assurer la protection et le bon fonctionnement des réseaux existants maintenus en place pendant toute la durée du chantier.

3. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALE DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

3.1 Signalisation provisoire mise par l'entreprise

L'entreprise titulaire de chaque marché aura à sa charge les dispositifs suivants :

- La rédaction des demandes d'arrêtés de circulation, l'établissement d'un plan de circulation et d'accès à ses zones chantiers. Ce plan sera soumis pour accord aux services techniques des différentes municipalités concernées et de voirie. Ce plan indiquera notamment la signalisation provisoire à mettre en place, les horaires à éviter, les gabarits routiers existants, les contraintes de circulation etc...
- La mise en place de la signalisation pour la fermeture de La route dite « des pradines » et la réalisation des travaux pour permettre l'accès aux intervenants de chantier et d'empêcher l'accès aux personnes étrangère au chantier d'accéder dans la zone. L'entreprise indiquera dans la phase préparatoire les dispositions prises.
- La réalisation d'une chaussée provisoire d'une part et d'autre part au confortement provisoire de l'ouvrage afin de permettre le passage de la circulation sous alternat. Concernant la chaussée provisoire, elle devra être suffisamment large pour permettre la circulation routière par alternat
- L'emprise de la chaussée se trouve sur deux propriétés privées. Une demande d'autorisation temporaire est à réaliser. La partie provisoire de la chaussée Est devra éviter le passage réseau HTA.
- L'entreprise devra tenir compte de la Présence d'un cours d'eau et d'une nappe phréatique dans les alluvions qui peut remonter en période pluvieuse. Ce ruisseau ne pourra pas être dévié pendant la réalisation des travaux et un pompage n'est pas envisageable

Toutes les entreprises intervenantes (titulaire, sous-traitantes, prestataires de service, locataires, etc...) devront tout mettre en œuvre pour minimiser la gêne. Tout stationnement extérieur devra se faire avec autorisation expresse des autorités responsables ou des propriétaires concernés.

L'approvisionnement des matériaux et matériels se fera en application des règles du code de la route et des arrêtés préfectoraux, particulièrement lorsqu'il s'agit de transports exceptionnels.

Les panneaux de signalisation seront conformes à la réglementation et devront être du commerce, les panneaux « fabrication maison » seront prohibés.

3.2 Signalisation provisoire mise par l'exploitant

L'exploitant aura la charge de la signalisation au niveau des panneaux d'informations pour la fermeture de la voie pendant la durée planifiée. En dehors de la planification, en cas de décalage des travaux l'entreprise devra réaliser des demandes de mise en place de signalisation au frais de l'entreprise.

3.3 Document Harmonisé d'Organisation des Livraisons en Sécurité sur Chantier (DHOL)

Le DHOL précise le cadre des opérations de livraison sur le chantier pour toutes les entreprises intervenantes.

L'entreprise établit son PPSPS et renseigne le DHOL avant la livraison à partir de l'inspection commune par les informations qui lui sont propres. Ce document, basé sur les éléments communs du chantier, devient le DHOL particulier de l'entreprise et est annexé au PPSPS de celle-ci. L'entreprise peut toutefois proposer sa trame de DHOL ou de protocole transport/déchargement en prenant en compte les consignes spécifiques du chantier

Le DHOL doit être mise à jour autant que nécessaire, notamment pour prendre en compte des éventuelles demandes spécifiques des cotraitants, sous-traitants et prestataires de service.

Ce document doit être diffusé pour avis au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS. Il doit être joint à chaque bon de commande émis par l'entreprise, ses cotraitants, ses sous-traitants et prestataires de service. Sa bonne application et son efficacité doivent être régulièrement contrôlées par l'entreprise.

4. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

4.1 Réunion de Coordination

La présence des entreprises convoquées par le CSPS est obligatoire et ne saurait être annulée la veille ou le jour même de la réunion. Dans le cas contraire, des pénalités pourront être appliquées.

4.2 Cas de l'amiante

a) Amiante

Les dossiers techniques regroupant les informations relatives à la recherche et à l'identification des matériaux contenant de l'amiante et HAP prévus aux articles R. 1334-22, R. 1334-27 et R. 1334-28 du code de la santé publique seront joint au DCE

4.3 Protection contre les risques d'empalement

Les fers à béton seront crossés ou protégés par un système de protection adapté afin de supprimer les risques d'empalement.

4.4 Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales

4.4.1 Approvisionnements de matériels et matériaux

Les voies de chargement et déchargement seront séparées de toutes voies piétonnes.

« Les zones d'approvisionnements de matériels et matériaux seront identifiées sur le Plan d'Installation de Chantier et sur le DHOL transmis aux livreurs.

Dans le cadre des travaux préparatoire il sera procédé à La réalisation d'une chaussée provisoire d'une part et d'autre part au confortement provisoire de l'ouvrage afin de permettre le passage de la circulation sous alternat. Concernant la chaussée provisoire, elle devra être suffisamment large pour permettre la circulation routière par alternat

L'entreprise devra la reprise des poussées des terres et des surcharges routières par les soutènements, Il sera également procédé à un soutènement au niveau de la transition entre la buse métallique et l'ouvrage en maçonnerie avec une circulation dense maintenue.

Un enrochement des berges du ruisseau a minima au droit des pieux de fondation du nouvel ouvrage devra être mis en œuvre. Compte tenu du faible espace disponible, ces enrochements seront bétonnés afin de pouvoir s'adapter à la pente raide et assurer la protection des pieux en cas de crue et/ou d'affouillement par le ruisseau

La règle sur le gyrophare est la suivante : le gyrophare doit être visible à 360°. Ajout d'un gyrophare à l'arrière du véhicule si ce n'est pas le cas.

Les manœuvres des camions seront réalisées dans des espaces dédiés et sous la surveillance de chef de manœuvre.

4.4.2 Accès piétons

Les zones de chantier sont uniquement accessibles au personnel des entreprises autorisées (ayant réalisées leur Inspection Commune, disposant d'un PPSPS validé par le CSPS, et ayant obtenu l'agrément du Maitre

d'Ouvrage) ayant une activité sur le chantier, au personnel du Maître d'Ouvrage et du Maître d'Ouvrage, du CSPS, des organismes ou administrations. Les moyens de contrôle sont à la charge de l'entreprise.

L'entrepreneur est tenu d'élaborer un plan de circulation (avec les schémas d'accès, de circulation, y compris dans la zone de travaux) pour chaque phase de travaux. Le cheminement piéton sera clairement défini sur ce document, avec séparations physiques flux engin/piéton et correctement éclairés.

4.5 Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, utilisation des engins de levage et manutention

Tous les engins ou véhicules qui interviennent sur le chantier devront être conformes à la réglementation et être à jour des Vérifications Générales Périodiques (VGP) réglementaires. Chaque engin ou véhicule devra être en possession d'une copie du dernier rapport de VGP.

Ces documents seront insérés dans le registre des vérifications et contrôles techniques mis en place par chaque entreprise titulaire du marché. Le CSPS pourra procéder, par sondage, à des vérifications et arrêter tout véhicule ou engin qui ne serait pas en règle ou lui interdire l'accès du chantier.

Les opérations de chargement et déchargement devront être guidées sous la responsabilité d'un chef de manœuvres. Les engins de chantier seront obligatoirement équipés d'un coupe-circuit.

Les salariés procédant à l'élingage devront obligatoirement avoir suivi une formation à l'élingage (l'attestation de formation devra être à disposition sur le chantier dans le classeur sécurité) et devront pouvoir être facilement identifiable (casque ou gant ou baudrier de couleur spécifique).

Rappel : L'entreprise titulaire de chaque marché aura à sa charge l'aménagement des aires de retournements, la marche arrière est à proscrire sur le chantier. Toutefois pour des cas particuliers la marche arrière pourra être autorisée dès lors que l'entreprise aura mis en place une procédure permettant de respecter le code du travail (cf art. R 4534-10 à 11). Ces aménagements seront dus par les marchés qui les réaliseront (dans leurs zones d'activités) pour les autres entreprises amenées à intervenir.

Tous les appareils et accessoires de levage seront conformes à la réglementation en vigueur, les vérifications réglementaires seront reportées sur le registre des vérifications et des contrôles techniques. Le responsable de la vérification journalière de ces matériels, devra être désigné dans les PPSPS de chaque entreprise. **Les accessoires de levage détériorés ou présentant un défaut devront être immédiatement détruits et évacués du chantier.**

Chaque conducteur d'engins devra posséder **une autorisation de conduite délivrée par l'entreprise et l'Aptitude Médicale correspondante.**

Les engins de levage quels qu'ils soient, ou les nacelles, devront :

- Rendre impossible la descente de la charge en chute libre, lors du fonctionnement normal ou en cas de coupure de courant ou d'interruption de l'énergie motrice,
- Limiter la vitesse de descente des charges,
- Maintenir en permanence la stabilité de l'appareil,
- Empêcher toutes surcharges pouvant créer des dommages sur l'appareil,
- Empêcher tout risque de fausse manœuvre notamment en mettant en place des sécurités de blocage, soit en rotation, soit en avancement du chariot, si l'engin de levage doit survoler des zones protégées ou croiser d'autres engins de levage,
- Posséder des limiteurs de distance.

NB : Le levage des personnes n'est permis qu'avec les équipements de travail prévus à cet usage, l'utilisation de paniers ou de cage est restreinte à l'évacuation des blessés par les secours.

Bras Auxiliaire :

Les opérations de levage avec ce type d'équipement seront identifiées dans les PPSPS ainsi que dans les plannings afin de s'assurer de la fermeture des voies survolées.

Finisseur :

Le Titulaire du marché veillera qu'une analyse spécifique des risques liés aux marches arrière et au guidage des camions vers les finisseurs soit présentée et intégrée au PPSPS.

Le titulaire devra équiper ses finisseurs d'un dispositif lumineux d'assistance au guidage des camions reculant vers les trémies.

Balayeuse :

Les balayeuses doivent être équipées à minima des dispositifs suivant :

- Dispositif d'éclairage et de guidage assurant une visibilité en cas de marche arrière
- Signal de recul extérieur sonore.

De plus elles devront être obligatoirement équipée d'un bridage de la vitesse en marche arrière à 5 km /h (roulage et travail).

Cette vitesse est nécessaire au temps de réaction du chauffeur pour freiner en cas d'obstacle. Le bridage est réalisé par le constructeur du véhicule.

Alimentateur

Le titulaire du marché veillera à une analyse spécifique des risques liés à l'utilisation de l'alimentateur y compris sur les opérations de nettoyage.

Engins et matériels (pelle, bull, pompe à béton) :

Toutes les manœuvres devront être dirigées par un chef de manœuvre.

Sont considérés comme manœuvre :

- Le déchargement des engins
- Les marches arrière
- L'approche par un engin vers un autre engin

Tous les engins devront circuler avec les feux de croisement allumés, être munis de feux de recul et, être équipés de gyrophare et d'avertisseurs sonores.

4.6 La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses

Certains mélanges de produits sont dangereux. Ils peuvent provoquer un dégagement de chaleur, des émanations de gaz toxique, ou être source d'incendie ou d'explosion. Les substances appartenant à des classes de risques différents doivent être placées sur des bacs de rétention séparées (cf. tableau suivant).

La matière constitutive du bac de rétention dépend des propriétés des produits stockés.

Rappel : L'entreprise titulaire de chaque marché doit avoir à disposition les Fiches de Données Sécurité (FDS) des produits utilisés.

Ces fiches seront annexées au PPSPS des entreprises utilisatrices et les précautions d'utilisation indiquées sur les fiches seront scrupuleusement respectées.

L'ouvrage franchit le ruisseau de l'Herle et une nappe phréatique dans les alluvions qui peut remonter en période pluvieuse.. Le ruisseau de l'Herle fait partie d'un bassin versant de l'Herle et déverse ses eaux dans la rivière du Girou. Il présente un débit variable tout au long de l'année

Des précautions particulières devront être prises afin d'exclure tout rejet de polluant dans le lit du cours d'eau (fine, laitance, hydrocarbure...).

Le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre pourront demander à l'entreprise titulaire des prélèvements afin d'analyse afin de s'assurer de la qualité de l'eau

4.7 Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres

4.7.1 Principes généraux du stockage des déchets

- Il est interdit de brûler ou d'enfouir les déchets sur le chantier ou de déposer les déchets dans une décharge sauvage,
- Ne pas mélanger les déchets, en particulier les déchets dangereux et non dangereux, faute de quoi l'ensemble du stock est à considérer comme dangereux,
- Adapter le contenant à la nature, à la consistance et au volume du déchet, de manière à ne pas polluer l'environnement, ni représenter un danger pour le personnel de l'entreprise, ni compromettre l'aptitude du déchet à rejoindre la filière de traitement prévue,
- Agencer l'aménagement de la zone dédiée à la gestion des déchets de manière à sécuriser l'accès du personnel et les manutentions nécessaires à la collecte des contenants.

Rappel : L'entreprise titulaire de chaque marché aura à sa charge l'aménagement des aires de tri des déchets selon les règles de stockage (voir ci-dessus).

4.7.2 Principe spécifique du stockage des déchets dangereux

Ces déchets doivent être stockés :

- sur plate-forme étanche et aérée : en matière de risques pour le personnel, les règles d'aération sont analogues aux dispositions applicables au stockage des produits dangereux,
- à l'abri de la pluie,
- sur rétention pour les déchets liquides ou susceptibles de fuir, suinter ou, plus généralement, produire du jus.

4.8 Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés

L'enlèvement des déchets dangereux fera l'objet d'un bordereau spécifique (Bordereau du Suivi des Déchets Dangereux - BSDD) attestant la mise en dépôt ainsi que le lieu.

Celui-ci devra être présenté sur simple demande du MOA ou de ses représentants (MOE, CSPS...).

Pour rappel : Le prestataire réalisant l'évacuation et/ou le traitement des déchets devra fournir une copie de son agreement préfectoral à l'entreprise titulaire du marché.

4.9 L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale

4.9.1 Protections collectives

4.9.1.1 Généralité

L'ensemble des protections collectives à mettre en œuvre devra être prévu par l'entreprise titulaire du marché afin d'assurer la sécurité du personnel de chantier de l'entreprise titulaire et de ses sous-traitants (éclairage)

4.9.1.2 Protections collectives provisoires

L'entreprise titulaire de chaque marché devra installer, en suivant la progression de ses travaux, les protections collectives contre le risque de chute des personnes et objets en tous points où cela s'avère nécessaire. Ces protections collectives devront être détaillées dans le PPSPS de l'entreprise titulaire du marché concerné.

Toute modification des protections collectives déplacées par une autre entreprise devra faire l'objet d'une demande et d'un accord du CSPS et du Maître d'œuvre.

Ces prescriptions ne dérogent pas à la loi qui fait obligation à chaque entrepreneur d'assurer la protection collective de son personnel intervenant sur le chantier.

En conséquence, chaque entrepreneur ayant à intervenir sur une tâche précise devra s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur aura à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel.

Les nouvelles protections seront maintenues et entretenues par l'entrepreneur concerné aussi longtemps que nécessaire. Le CSPS sera informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.

Les modifications importantes devront faire l'objet d'un additif au PPSPS, lequel sera préalablement soumis au CSPS.

Le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

L'entreprise titulaire devra tenir compte du maintien de la circulation dense sur le RN 126 et de la réalisation d'une chaussée provisoire d'une part et d'autre part au confortement provisoire de l'ouvrage afin de permettre le passage de la circulation sous alternat.

4.9.1.3 Mutualisation des protections collectives et des dispositifs d'accès

Les protections collectives existantes doivent être vérifiées avant le démarrage des travaux par le titulaire, et complétées si nécessaire. Les dispositifs d'accès tels que les portails d'accès, les points d'entrée et de sortie depuis ou vers les voies publiques sont gérés par le titulaire.

La gestion des accès est à la charge du titulaire du marché.

4.9.1.4 Accès provisoires

A la charge de chaque entreprise qui précisera dans son PPSPS les modalités d'approvisionnement. L'entreprise reste entièrement responsable de la propreté des accès et des chemins qu'elle utilise pour réaliser les approvisionnements en matériels

4.9.1.5 Installations Electriques

Conformité aux normes et règlements

Les armoires électriques de chantier seront de classes IP2X.

Branchements électriques divers

Chaque entreprise titulaire du marché sera responsable de l'entretien des installations électriques ainsi que de l'organisation des contrôles périodiques réglementaires, qui devront être réalisés par un organisme agréé. (Contrôle à la mise en service, à chaque modification, annuel)

Protection et dispositifs différentiels

Pour les opérations de maintenance, de réglage, etc..., sur un équipement de travail, l'entrepreneur est tenu de définir et mettre en œuvre une procédure de consignation et de procéder à l'habilitation du personnel,

Eclairage de chantier

L'éclairage sur le chantier respectera les obligations prévues aux articles R4223-1 à R4223-12 du Code du travail.

L'entreprise générale aura à sa charge d'assurer l'éclairage de toutes la zones de chantier pour tous les intervenant.

Matériel électrique

Tout le matériel électrique utilisé devra être en bon état

Maintien des installations / Contrôle des installations électriques

Chaque entreprise titulaire du marché sera responsable de l'entretien des installations électriques ainsi que de l'organisation des contrôles périodiques réglementaires, qui devront être réalisés par un organisme agréé. (Contrôle à la mise en service, à chaque modification, annuel)

4.9.2 Travaux spécifiques :

4.9.3 Travail à proximité de l'eau

Le site se trouve en bordure du ruisseau. Il est donc exposé à une inondation par ce cours d'eau et expose les salariés à un risque de noyade et d'hypothermie

L'entreprise titulaire devra installer des ponts ou pontons provisoires protégés par des garde-corps rigides.

Selon la réglementation, une bouée équipée d'une longue corde doit se trouver à proximité de la zone de danger afin de pouvoir porter secours au plus vite. Il conviendra de trouver la meilleure implantation et de la signaler (attention, ne la laissez pas dans la base vie ou dans la camionnette du chantier !).

Idéalement, formez vos équipes à l'utilisation correcte de leur gilet de sauvetage (port + gonflage) ainsi qu'aux bons gestes à adopter si une personne tombe à l'eau.

Selon le code du travail , l'entreprise titulaire devra s'assurer que :

- 1° Les travailleurs exposés sont munis de gilets de sauvetage ;
- 2° Un signal d'alarme est prévu ;
- 3° Le cas échéant, une barque au moins, conduite par des marins sachant nager et plonger, est placée en permanence auprès des postes de travail les plus dangereux. Cette barque est équipée de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage. Le nombre de barques de sauvetage est en rapport avec le nombre de travailleurs exposés au risque de noyade ;
- 4° Lorsque des travaux sont réalisés la nuit, des projecteurs orientables sont installés, afin de permettre l'éclairage de la surface de l'eau, et les marins sont munis de lampes puissantes ;
- 5° Lorsqu'un chantier fixe occupant plus de vingt travailleurs pendant plus de quinze jours est éloigné de tout poste de secours, un appareil de respiration artificielle ou tout autre dispositif ou moyen d'une efficacité au moins équivalente est placé en permanence sur le chantier.

4.9.4 Réalisation des terrassements et des pieux sécants

Il conviendra de porter une attention particulière lors des travaux de terrassements (phasages par plots, pentes de talutages, etc...) et prévoir des dispositions constructives à mettre en œuvre pour garantir la stabilité générale du site et des existants (ouvrages de soutènements, reprises en sous- œuvre etc...si nécessaire).

Notamment, lors de la première phase de terrassement pour la réalisation des pieux du nouvel ouvrage, la route existante, conservée en circulation, devra être soutenue ; lors de la seconde phase de terrassement correspondant à la démolition de l'ouvrage maçonnée existante, une attention particulière sera portée aux ouvrages neufs déjà réalisés lors de cette phase de démolition.














La stabilité des berges du ruisseau devra être surveillée pendant la phase travaux et des ouvrages définitifs devront être réalisés après démolition de l'ouvrage maçonné.

4.10 Les mesures prises en matière d'interactions sur le site

4.10.1 Analyses des risques du chantier

- **Les risques de chutes de plain-pied** : lors du franchissement d'obstacles au sol – lors des franchissements des glissières, lors des descentes des postes de conduite des engins, lors des circulations à pied sur des terrains non stables et en pente et comportant de nombreux obstacles (cheminements en arrière des glissières), lors du franchissement des petites tranchées d'ancrage des clôtures, et des fouilles pour massifs de scellement des poteaux...
- **Les risques de chutes de hauteur** : lors des circulations à pied ; dans des talus à forte déclivité positive ou négative, sur des parois rocheuses, sur les P.I. et/ou mur en retour, murs en aile, sur les perrés et les rives des perrés et des corniches des PS, au-dessus des buses en traversée de route, à proximité des canaux et ouvrages béton de type hydrauliques, des bassins de rétention, Lors des élagages, lors des déchargements depuis les camions....
- **Les risques de chutes de charges et d'objets** : lors des déchargements depuis les camions, lors des levages par vents forts. Lors des levages ; des rouleaux de grillages, des buses béton et des éléments de bétons préfa (têtes de buses...). Risques de chutes d'objets sur des voies publiques en dessous comme des routes – des canaux – des voies ferrées.
- **Les risques d'électrifications** : lors des levages, lors des terrassements (tranchées d'ancrages, déblais pour busages, confections de pistes d'accès) lors des débroussailllements, à proximité des lignes électriques aériennes, lors des terrassements de fouilles au droit des câbles enterrés, lors de l'utilisation des groupes électrogènes et de matériels électriques et électroportatifs en mauvais état...
- **Les risques d'écrasements/renversements des personnels à pied** : lors des circulations à pied autour des engins, lors des circulations à pied entre deux véhicules quittant un stationnement, lors des travaux avec des personnels évoluant autour des mini pelles – des tractopelles et autres engins.
- **Les risques de collision entre véhicules et autres engins** : lors des marches arrière des camions, lors de rotations et mouvements d'engins...
- **Les risques de blessures par chocs – projections - empalements – écrasements – coupures - brûlures** : lors des manipulations de charges, lors des façonnages d'armatures, de fils de tension, lors des découpes d'acier au chalumeau, lors des démolitions de béton, lors des manipulations de grillages, des débroussaillages (projections – risques incendie), des broyages et élagages (chocs et coupures graves)
- **Le risque poussières** : lors des opérations démolition, de débroussaillage, de réalisation des pistes, etc.
- **Les risques de brûlures avec produits chaud et/ou points chauds** : lors des débroussaillages, des découpes de poteaux, des chalumages, des soudures,
- **Les risques chimiques - biologiques** : lors des compléments de peinture, lors des galvanisations à froid, lors de l'utilisation de produits phytosanitaires, lors des coupes d'arbres malades pouvant propager des maladies (cas des platanes en Languedoc), lors des rencontres d'espèces végétales et animales dangereuses telles que les plantes urticantes – les vipères – les guêpes et frelons – animaux d'élevage...
- **Les risques d'inondation et noyade** : Du point de vue hydrogéologique, le site se trouve en bordure du ruisseau. Il est donc exposé à une inondation par ce cours d'eau.
- **Les risques liés aux travaux nocturnes** : lors des travaux de réfection de la chaussée si besoin

Le tableau ci-dessous présente les grandes familles de travaux et de risques qui correspondent aux activités de l'opération, il ne constitue qu'une aide pour les titulaires afin de mieux appréhender les risques du chantier. Les recommandations SPS sont toutes issues de la réglementation du Code du Travail, il appartient aux titulaires d'adapter les méthodes et les choix de protections collectives en fonction de l'évolution de la technique et de la réglementation. Le Coordonnateur SPS de réalisation mettra à jour cette analyse des risques en fonction de la spécificité géographique des travaux et en fonction des contraintes extérieures.

		Principales sources du risque	Principales mesures de prévention
P0	Risque d'accident de la circulation	 Circulations sur route,	 Transmission des consignes et des procédures de circulation (attestation à faire signer par les chauffeurs après diffusion).  Les fourgons et VL amenés à réaliser des marches arrière à répétition ou sur de longues distances doivent être équipés d'avertisseur de recul. Pour les véhicules légers, dans la mesure du possible, la marche arrière est à proscrire.  Vérification du fonctionnement du ou des gyrophare(s) avant de circuler sur route et de l'avertisseur de recul  Connaissance du circuit et du plan de situation du chantier (plan de circulation à remettre).  Homme Traffic pour gérer les entrée/sortie du chantier  Protocole de sécurité à établir pour les livreurs ;  Réalisation d'une chaussée provisoire d'une part et d'autre part au confortement provisoire de l'ouvrage afin de permettre le passage de la circulation sous alternat.  La route dite « des pradines » sera à fermer pendant la phase travaux.
P1	Risque de renversement d'engin ou chute de charges	 Manutentions de charges lourdes (approvisionnements, assemblage machine) sur terrain naturel Circulation de véhicules ou engins sur	 Identification préalable de la zone d'implantation des engins de levage.  Contrôle préalable et reprises éventuelles de la portance des zones d'implantation évoquées.  Une fois vidées les bennes de semi

		<p>pistes,</p> <p>🚧 Travaux sur terrain en pente,</p> <p>🚧 Approvisionnement agrégats, dépotage</p>	<p>d'approvisionnement en agrégats ou les citernes de pulvérulents sont descendues avant mise en mouvement des véhicules porteurs.</p> <p>🚧 Reprise des poussées des terres et des surcharges routières par les soutènements et d'assurer la tenue des terres en phase travaux et définitive .</p> <p>🚧 Limitation des gabarits de circulations (PL/SPL et transport spéciaux)</p>
P2	Risques de contact avec les réseaux existants	<p>🚧 Réseaux aériens : Levages, et manutentions mécaniques</p> <p>🚧 Bennes levées</p> <p>🚧 Réseaux enterrés : Terrassements et fonçages</p> <p>🚧 Mise en service, exploitation et maintenance des installations</p> <p>🚧 Réalisation voies provisoires</p> <p>🚧 Réalisation des pieux sécants</p>	<p>🚧 DICT, recherche et matérialisation de la présence de réseaux.</p> <p>🚧 Implantation des levages hors zones à risques (aériens et enterrés).</p> <p>🚧 Branchements électriques hors tension par personnel compétent, habilité et identifié,</p> <p>🚧 Procédure de consignation électrique complète (séparation, condamnation, identification et purge), par intervenant habilité avant toute intervention.</p> <p>Obs :</p> <ul style="list-style-type: none"> Des réseaux Orange et ENEDIS sont présents au droit de la buse métallique, sur la voie de circulation sens Castres – Toulouse. Un réseau électrique HTA est mentionné le long de la voie communale des Pradines et passe sur la RN 126 à 15 m du pont de l'Herle côté Est.
P4	Risques de chutes de plain-pied	<p>🚧 Accès potentiellement difficile aux zones de travail (par accès entretien et cheminement sur terrain naturel).</p> <p>🚧 Circulations</p>	<p>🚧 Port des chaussures antidérapantes</p> <p>🚧 Préférer une implantation accessible facilement.</p> <p>🚧 Aplanir les zones de circulation piétonne</p> <p>🚧 Matérialiser les zones de circulation piétonnes et y interdire tout stockage</p> <p>🚧 Eclairer la plateforme et notamment ses voies de circulation piétonne dès que nécessaire</p> <p>🚧 Entretien des sols, nettoyage immédiat en cas de renversements de produits.</p>
P7	Risque d'éclatement pneu	<p>🚧 Approche camion vers la trémie</p>	<p>🚧 Installation conforme et en bon état</p> <p>🚧 Signal d'approche des camions vers la trémie</p> <p>🚧 Cf P14 (risque lié au bruit)</p>
P8	Risque de chute de hauteur	<p>🚧 Travaux sur poste en hauteur</p>	<p>🚧 Poste de travail en hauteur équipé de garde-corps</p>
P9	Travailleur isolé	<p>🚧 Exploitation et maintenance des installations</p>	<p>🚧 Toujours à minima 2 personnes en relations sur le site (visuel, TW, portables ; ...)</p> <p>🚧 Proscrire le travailleur isolé</p>
P10	Risque d'ensevelissement	<p>🚧 Maintenance des trémies à agrégats</p>	<p>🚧 Interdiction de descendre dans une trémie pleine</p> <p>🚧 Consignation complète (séparation, condamnation, identification et purge) des éléments susceptibles de vider la trémie par personne compétente et habilitée</p> <p>🚧 La stabilité des berges du ruisseau devra être</p>

			surveillée pendant la phase travaux et des ouvrages définitifs devront être réalisés après démolition de l'ouvrage maçonné. Des moyens de soutènement seront à prévoir pendant la phase de démolition
P11	Risques d'électrisation, d'électrocution	 Mise en service, contrôle, maintenance et exploitation de l'ensemble de l'unité de production	 Procédure de consignation électrique complète (séparation, condamnation, identification et purge), par intervenant autorisé et habilité avant toute intervention.  Pas d'intervention dans les locaux électriques par du personnel non autorisé.  Port des EPI spécifiques  Repérage et piquetage des réseaux enterrés maintenus et vérifié pendant toute la durée des travaux
P12	Risques dues aux ambiances lumineuses (travaux de nuit)	 Travaux de nuit  Météo défavorable	 Mise en place des dispositifs d'éclairage retenus conformément aux plans associés (cf§ éclairage de chantier)  Le personnel piéton devra être muni d'une signalisation éclairante visible de tous côtés (port de gilet à LED obligatoire)  Port des frontales (ou autre équipement) pour les circulations en dehors des zones de travaux éclairées  Zone de chantier doit être correctement éclairé dans sa totalité  Chemin de circulation piéton éclairé
P13	Risques liés au bruit	 Tout travaux  Evolution des engins de chantier	 Utilisation d'engins moins bruyants.  Port de protections auditives.  Interdiction d'accès aux zones trop bruyantes (affichage).  Limiter l'intensité du bruit, le nombre de salariés exposés.  Installer des protections: capoter les machines bruyantes, etc.
P14	Risques liés aux produits chimiques	 Utilisation de produits chimiques	 Obtenir les fiches de données de sécurité de tous les produits manipulés.  Mettre à disposition et s'assurer du port des équipements de protection individuels.  Remplacer les produits dangereux par d'autres moins dangereux.  Mettre en place des extincteurs appropriés aux différents risques.
P15	Risques liés aux vibrations	 Utilisation d'engins ou outils engendrant des vibration	 Afin de prévenir les risques liés aux vibrations (conducteurs d'engins, utilisation de marteaux piqueurs, perforateurs, perceuses, etc.) l'entrepreneur devra :  - Assurer une formation et une surveillance médicale spécifique du personnel exposé.
P16	Risque d'inondations Risque de noyade et le risque d'hypothermie	 Présence de personnel sous Le pont ou sur les berges	Le site se trouve en bordure du ruisseau. Il est donc exposé à une inondation par ce cours d'eau.  Les travailleurs exposés sont munis de gilets de sauvetage  Un signal d'alarme est prévu pour avertir de toute chute dans l'eau  Une barque au moins est mise à l'eau en














			<p>permanence auprès des postes de travail les plus dangereux. Elle est conduite par des salariés sachant nager et plonger. Cette barque est équipée de gaffes, de cordages et de bouées de sauvetage. Le nombre de barques de sauvetage est en rapport avec le nombre de travailleurs exposés au risque de noyade</p> <p>🚧 Lorsque des travaux sont réalisés la nuit, des projecteurs orientables sont installés, afin de permettre l'éclairage de la surface de l'eau, et les mariniers sont munis de lampes puissantes</p> <p>🚧 Lorsqu'un chantier fixe occupant plus de vingt travailleurs pendant plus de quinze jours est éloigné de tout poste de secours, un appareil de respiration artificielle ou tout autre dispositif ou moyen d'une efficacité au moins équivalente est placé en permanence sur le chantier.</p>
--	--	--	--

4.10.2 Analyse des risques de co-activité

La démarche de « gestion » des risques des co-activités en matière de sécurité n'exonère pas les entreprises de leurs obligations vis à vis de la réglementation sur la Coordination de Sécurité et sur le Code du Travail. D'une manière générale, la mise en place des mesures est prévue par l'entreprise titulaire du marché, l'application des consignes par tous

		Principales sources du risque	Principales mesures de prévention
Co2	Ecrasement / Collision / heurt Lors de la Réfection des Chaussées	🚧 Evolution de piétons à proximité des engins de chantier et entre les ateliers	<p><u>L'emploi d'homme trafic pour le guidage des engins dans le noir est interdit et notamment dans les zones de manœuvre.</u></p> <p><u>L'entreprise établira des règles de circulations dans les zones de chantiers prenant en compte les zones de croisement, les zones de demi-tour, les zones de marche arrière, les zones de dépassement</u></p> <p><u>Atelier de Rabotage / Atelier de Balayage</u></p> <p>🚧 Piéton interdit niveau de ces ateliers ces ateliers</p> <p>🚧 Port du gilet rétro réfléchissant + protections auditives.</p> <p>🚧 Pas d'intervention de personnel piéton dans les angles morts des engins et VL.</p> <p>🚧 Engins équipés de caméras de recul, signaux lumineux et avertisseurs sonores.</p> <p>🚧 L'entreprise organisera son échelon de rabotage pour empêcher qu'une balayeuse soit entre deux raboteuses même en décalé</p> <p><u>Atelier d'application et son approvisionnement</u></p> <p>🚧 Eviter la présence de piéton pour le guidage des camions vers le finisseurs</p> <p>🚧 Mettre en place les mesures de guidage à distance : système de signalisation lumineuse asservi au finisseur (rampe</p>

			<p>lasers, feux de guidage_</p> <p><u>Atelier d'application / Atelier de cylindrage</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Mise en place une procédure ou un équipement permettant d'assurer le respect d'une zone de sécurité de 5m entre le finisseur et la zone d'évolution des compacteurs. Port du gilet rétro réfléchissant + protection auditive. Pas d'intervention de personnel piéton dans les angles morts des engins et VL et dans la zone des compacteurs matérialisés. Engins équipés de caméras de recul, signaux lumineux et avertisseurs sonores. Système d'aspiration de vapeurs sur finisseurs à privilégier. <p><u>Atelier de Cylindrage / Atelier Peinture / Laboratoire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Respect des zones de sécurité entre les ateliers et respect des balisages Port du gilet rétro réfléchissant. Pas d'intervention de personnel piéton dans les angles morts des engins et VL.
Co1	Risques de chocs entre engins et piétons	<ul style="list-style-type: none"> Evolution de chargeuse, grues mobiles, semi-benne de livraison, ... Entrées et sorties de chantier, Travaux à proximité de zones fréquentées par les véhicules, les bus et les piétons 	<ul style="list-style-type: none"> Définir les zones d'évolution des engins. Matérialiser les circulations piétonnes et y interdire tout stockage Les zones de passage des piétons extérieurs au chantier devront être protégées ou exemptées de tout risque de bruit, projection, chute d'objet, de plain-pied, de hauteur, ... Les zones de passage des piétons devront être protégées physiquement des zones de circulation des engins de livraisons véhicules de chantier. Limitation de vitesse des engins à 10 km/h au passage de ces zones de coactivité Mise en place d'accès spécifiques aux chantiers séparés des flux d'usager Mise en place d'accès véhicules de chantiers séparés des accès piétons Prévoir un sens unique de circulation en évitant les croisements entre véhicules et les croisements de flux piétonniers, Mise en place une signalisation lumineuse verticale et/ou horizontal à chaque croisement de flux
Co3	Risque de renversement d'engin	<ul style="list-style-type: none"> Manutentions de charges lourdes Circulation de véhicules ou engins sur plateforme. Travaux sur terrain en pente 	<ul style="list-style-type: none"> Balisage des zones de manutention Shunt des sécurités de levages interdits Une fois vidées les bennes de semi d'approvisionnement en agrégats,

			bitume ou les citernes de pulvérulents sont descendues avant mise en mouvement des véhicules porteurs.
Co4	Risques de chute de plain-pied	 Accès potentiellement difficile aux zones de travail (par accès entretien et cheminement sur terrain naturel).	 Préférer une implantation accessible facilement.  Aplanir les zones de circulation piétonne  Eclairer la plateforme et notamment ses voies de circulation piétonne dès que nécessaire
Co5	Risques liés à l'intervention de prestataires et sous-traitants	 Livraisons de matériel,  Approvisionnements en matériaux  Dépannage, mesurages, contrôles, ...	 Toutes les entreprises intervenantes sur le chantier doivent réaliser une inspection commune et établir un PPSPS sauf cas précisés dans l'annexe 11  Etablir systématiquement et formaliser l'accueil sécurité des prestataires et livreurs,  Etablir et archiver sur site les protocoles sécurité avec les prestataires et livreurs (modèle entreprise à utiliser)  Mettre à disposition des intervenants extérieurs les moyens de protection et de lutte contre les accidents à disposition (extincteurs, pharmacie de chantier, ...)
Co6	Risque dû à des produits chimiques susceptibles de générer des incendies ou des explosions	<ul style="list-style-type: none"> • Intervention de maintenance, dépannage dans les cuves d'hydrocarbures ou de dérivés pétroliers, • Intervention de maintenance, dépannage dans les silos de pulvérulents 	<ul style="list-style-type: none"> • Matérialisation physique des accès et localisation aux équipements de protection incendie (plan à l'entrée du site et signalétique) • Matériel de lutte incendie en nombre suffisant (dossier ICPE), conforme et vérifié (registre présent sur site) • Une entreprise agréée établira un certificat de nettoyage et/ou dégazage d'une validité qu'elle seule sera amenée à fixer la durée. • A la fin de la durée de chaque certificat de nettoyage et/ou dégazage, si des travaux par points chauds restent à faire, alors l'entreprise spécialisée reviendra établir un nouveau certificat pour une durée déterminée. • Cette opération se répètera autant de fois que la période de durée du certificat sera en passe d'être dépassée. • Un certificat spécifique de nettoyage et/ou dégazage devra être établi avant chargement et évacuation de la plateforme.
Co7	Risque liés à la COVID 19	 Contamination d'un salarié	 Le maître d'ouvrage désigne un référent Covid 19 chargé de coordonner les mesures à mettre en œuvre et de vérifier l'application des mesures sur le

			<p>terrain. Il sera l'interlocuteur privilégié des référents COVID19 des entreprises</p> <p>🚧 Chaque entreprise intervenante désigne un ou des référent(s) COVID et transmet la liste au référent COVID 19 MOA</p> <p>🚧 Mesures sanitaires en vigueur Les mesures à prendre sont les mesures édictées par les autorités. Les mesures prescrites sont issues du guide de l'Oppbtp (décrite en annexe 14)</p>
--	--	--	---

* : liste non exhaustive

4.10.3 Evaluation des risques de superposition de tâches

Les entreprises devront prendre en compte dans leurs propres opérations les risques de superpositions internes de tâches pouvant induire des risques.

Les travaux en superpositions de tâches sont proscrits, de ce fait une tâche sera reportée jusqu'au départ de l'équipe de l'autre tâche concernée par la superposition tout en prenant en compte les risques liés à la successivité des tâches.

5. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.

5.1 Environnement du chantier

Chaque entreprise titulaire du marché est tenue de s'informer des prévisions météorologiques (risques météo, crues, événements climatiques divers).

Les travaux se réaliseront à proximité de voies maintenues en exploitation. Dans ce cadre le titulaire s'assurera de maintenir les chantiers parfaitement clos, en particulier vis-à-vis du public.

Toute présence autre que pour les accès aux chantiers dans les voies neutralisées est interdite.

La circulation à pied sur les voies circulées et non circulées de la section courante est formellement proscrite.

Des dispositions particulières seront prises et relatées dans le PPSPS de l'entreprise installant la centrale à enrobée

Il est à noter que La séparation des zones est à la charge de l'entreprise de ce PGC

5.2 Signalisation des véhicules

Rappel des contraintes d'exploitation et d'équipement des véhicules (gyrophares avant pour tous les véhicules)

Les véhicules accédant et sortant de la zone doivent impérativement être équipés de gyrophare : Le gyrophare orange est allumé pour signaler un danger au client.

A ce titre il doit être visible à 360° et se trouver sur le point le plus haut du véhicule (il est donc interdit de le mettre sur la plage arrière).

Lors de l'accès la vitesse maximale est de 50 km/h puis 30Km/h sur la zone et enfin au pas à chaque poste de travail.

Lors des marches arrière les véhicules doivent être guidés par un chef de manœuvre et les engins doivent être équipés de BIP de recul sonore.

5.3 Equipement du personnel

Toutes personnes qui accèdent au chantier doivent porter les protections individuelles

Suivantes, et ce y compris les intérimaires :

- Chaussures de sécurité
- Baudrier fluo/ gilet LED pour les travaux de nuit
- Lampe frontale pour les travaux de nuit
- Casque de sécurité

Qui seront complétés en fonction du type d'activité exercées (gants, lunettes, casque anti bruit...)

5.4 Travaux dans les regards, création de tranchées dans le sol

Tous les regards ou tampons ouverts et tout décaissé créé pour les besoins des travaux devront être soigneusement protégés et balisés. Il sera porté la plus grande attention lorsque ces ouvrages se trouvent à proximité ou sur des axes de cheminement piéton. Dans tous les cas, les tampons devront être refermés. Si nécessaire, un platelage suffisamment solide et fixé sera mis en œuvre (les palettes vides sont interdites)

6. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

6.1 Cantonnements

Les installations sanitaires de base vie seront conformes aux articles R4228-1 à R4228-18 du Code du travail. L'entretien quotidien des locaux communs (bureaux, sanitaires, vestiaires, réfectoires) sera assuré par chaque entreprise titulaire d'un marché ou par une société spécialisée, rétribuée par l'entreprise titulaire du marché. Pour les autres locaux (magasins, dépôts etc.), chaque entreprise en assurera l'entretien.

6.2 Installation Eau

Chaque entreprise titulaire de marché mentionnera dans son PPSPS les mesures qu'elle prendra :

- Pour mettre de l'eau potable à la disposition du personnel. Il est rappelé, conformément au Code du Travail (article R 4534 -143), que les chefs d'entreprises doivent mettre à disposition de leurs salariés, au moins 3 litres d'eau par jour et par travailleur.

6.3 Réseaux EU

Chaque installation de chantier devra être reliée au réseau Eaux Usées afin de raccorder les sanitaires de chantier. Dans le cas d'une impossibilité technique ou en l'absence de réseaux à proximité, l'entreprise titulaire du marché concerné prévoira une citerne de stockage avec vidange périodique.

6.4 Protections contre l'Incendie

6.4.1 Moyens de première intervention et de lutte contre l'incendie

Il est obligatoirement mis en place des extincteurs appropriés aux différents risques et de capacité adaptée à l'environnement :

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none">• Dans les locaux communs affectés au personnel,• Dans les locaux de stockage• Dans les bureaux de chantier | } A charge de l'entreprise titulaire |
| <ul style="list-style-type: none">• Pres des postes de travail par point chauds (soudure, chalumeau, meulage,), | |
| <ul style="list-style-type: none">• Dans les engins de chantier• Dans les locaux de stockage | } A charge de chaque entreprise concernée |

Ces extincteurs doivent être vérifiés et contrôlés périodiquement conformément aux exigences réglementaires par et sous la responsabilité de l'entreprise détentrice de l'extincteur.

Les consignes de sécurité incendie doivent être affichées dans tous les locaux de chantier et commenté lors de l'accueil HSE.

L'incinération des déchets ou de quelconque matériau sur le chantier est strictement interdite

6.4.2 Formation du Personnel

30% de l'effectif présent à tout moment sur le chantier devra avoir reçu une formation adaptée à l'utilisation d'un extincteur.

La liste des personnes formée sera affichée dans les bureaux et tenue à jour par le chargé sécurité.

6.4.3 Sujétions et obligations liées au chantier ou à l'environnement

Les travaux en Zones DFCI concernent les travaux situés à moins de 200m d'une forêt ou d'un espace naturel combustible recensé dans les arrêtés DFCI.

6.5 Nettoyage du chantier

Le chantier sera maintenu en parfait état de propreté. Chaque équipe, à tout moment de son intervention, ramassera ses déchets et les évacuera dans les bennes prévues à cet effet et mises en place par l'entreprise titulaire du marché

Le nettoyage des engins sera réalisé avant tout transfert sur la voie publique.

Les postes de travail et les accès à ces postes devront être en permanence dégagés de tout matériel et matériaux afin de permettre la circulation du personnel et les éventuelles évacuations sanitaires.

6.6 Stockage des produits dangereux (hydrocarbures, résines, peintures ...)

Le transport de matières dangereuses est réglementé en France par l'arrêté du 5 décembre 1996 modifié approuvant le règlement pour le transport des marchandises dangereuses par route, dit « arrêté ADR ».

Le 1.1.3.1.c) de l'ADR dispense de toutes les prescriptions de l'ADR pour les transports annexes à l'activité de l'entreprise (ex : ravitaillement de chantier et trajet de retour) à condition de respecter les seuils du 1.1.3.6 (1000 Litres maximum pour le gazole) et de ne pas dépasser 450 litres par emballage.

- Éviter ou réduire le plus possible transport dans les véhicules
- Quand le transport de jerrican d'essence ou de fuel est indispensable, il doit être transporté dans un habitacle différent de celui du conducteur, dans un jerrican agréé étiqueté pour le transport d'essence et marqué UN 1202 ou UN 1203.
- Les jerricans ne doivent pas être remplis à plus de 90% de leur contenance maximale (risques liés à la dilatation),
- Ils doivent être soigneusement fermés et arrimés dans le véhicule.
- Le véhicule doit être muni d'un extincteur (poudre) de 2 kg au moins.
- Le véhicule et/ou les jerricans ne doivent pas stationner au soleil.
- Lors du transvasement : ne pas fumer, opérer le véhicule à l'arrêt, et jamais à proximité d'un moteur ou d'une surface chaude.
- Des mesures doivent être prises pour empêcher toute fuite de contenu dans des conditions normales de transport (utilisation de jerricans agréés stockés sur bacs de rétention par exemple)

6.7 Mesures en cas de carence de l'entreprise

Sur simple constat du Maître d'Œuvre ou du CSPS, et sans mise en demeure préalable, ces derniers pourront faire procéder aux nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure.

Les frais résultants seront imputés à l'entreprise défaillante ou à l'entreprise mandataire si l'entreprise défaillante ne peut être identifiée.

6.8 Accès : poussières - boues

L'entreprise titulaire du marché assurera jusqu'à la fin des travaux :

- L'entretien de l'aire de lavage
- L'arrosage des remblais (surtout en période sèche)
- Le nettoyage des voies publiques (en cas de boues ou de poussières), cette prestation pourra être réalisée par un prestataire de service pour le compte de l'entreprise titulaire.

7. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

7.1 Généralités

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie, d'inondation, de la présence d'un risque électrique et d'une fuite de gaz doivent figurer sur le PPSPS, être affichées dans les locaux du personnel et donner lieu à des exercices périodiques.

7.2 Sauveteur secouriste du travail

Suivant l'article R 4224-15

Un membre du personnel reçoit la formation de secouriste nécessaire pour donner les premiers secours en cas d'urgence dans :

- 1° Chaque atelier où sont accomplis des travaux dangereux ;
- 2° Chaque chantier employant vingt travailleurs au moins pendant plus de quinze jours où sont réalisés des travaux dangereux.

Les secouristes porteront un repère permettant leur identification rapide sur le chantier.

Chaque entreprise doit disposer sur le chantier d'une trousse de soins. L'emplacement et le porteur responsable de cette trousse seront désignés dans les PPSPS. Le contenu de la trousse de soin sera approuvé par le médecin du travail de l'entreprise.

7.3 Procédure d'urgence

Un point de rencontre secours sera à définir en période préparatoire
POUR MEMOIRE

INCENDIE	POMPIERS	18 112 à partir d'un portable
ACCIDENT CORPOREL	POMPIERS	18 112 à partir d'un portable
ACCIDENT ou RISQUE POUR LE PUBLIC	POMPIERS + POLICE	18 17 112 à partir d'un portable

7.4 Moyens de premiers secours

Ils seront assurés par un ou des secouristes du chantier.

Dans le cas d'accidents bénins, les premiers soins seront réalisés à l'aide de trousse de secours des entreprises

Une couverture de survie sera tenue à la disposition du personnel pour les cas plus importants, en attente des secours

7.5 Procédure d'analyse des accidents et incidents

Le CSPS, le Maître d'Œuvre et le Maître d'Ouvrage devront être informés de tout accident ou incident **immédiatement après les faits**. L'Inspection du Travail, la CARSAT et l'O.P.P.B.T.P devront également être avisés dans les 48 heures.

8. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES ATTRIBUTAIRES, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

8.1 Entreprise Titulaire

Elle devra remettre son PPSPS au CSPS, sous forme de projet, lors de l'inspection commune :

- Le PPSPS qui est établi par chacune des entreprises présentes sur le chantier devra être remis au CSPS en deux exemplaires originaux signés une fois que le PPSPS aura été validé par ce dernier.

L'entreprise titulaire des travaux présentera, lors de l'inspection commune, sa procédure d'accueil des salariés, y compris des intérimaires, des prestataires de service et des fournisseurs.

L'entreprise attributaire des travaux précisera son principe de télécommunications et celui de ses sous-traitants, sachant qu'un téléphone mobile, ou tout autre moyen, doit être laissé à la disposition de chaque équipe pour les appels urgents. Les entreprises devront s'assurer de la bonne couverture du réseau de leur opérateur.

Est considéré comme Entreprise au sens du présent PGC

a) tout intervenant immatriculé au registre du commerce ou des sociétés, **restituant un produit fini et amenant à la fois :**

- Son matériel (en propriété, location ou prêt),
- Son personnel (CDI, CDD, intérimaires),
- Son encadrement (CDI, CDD, intérimaires),
- Et le plus souvent ses matériaux.

A ce titre un travailleur indépendant sera le plus souvent une entreprise.

b) tout intervenant immatriculé au registre du commerce ou des sociétés, dont le donneur d'ordre décide de le considérer comme entreprise en le faisant savoir au coordonnateur SPS et au Maître d'Oeuvre.

DEFINITION DE LA NOTION DE "PRESTATAIRE DE SERVICE"

Sont considérés comme Prestataire de service

- a) tout intervenant qui intervient dans le cycle de production de l'entreprise avec laquelle il a contracté et qui, soit :
- N'est pas indépendant dans l'organisation de son travail, (encadrement ou mode opératoire),
 - N'est pas indépendant dans la définition et l'utilisation des matériels de transformation ou de mise en œuvre,
 - Ne restitue pas un produit fini,
- b) Tout intervenant dont le contrat relève du domaine exclusif des prestations intellectuelles.
- c) Tout intervenant dont le contrat consiste à livrer, matériaux, matériels, produits finis ou semi-finis non élaborés dans l'emprise du chantier et dont la mise en œuvre interne au chantier ne sera pas réalisée par lui-même.

C'est ainsi que sont considérés comme Prestataires de service entre autres :

- Les sociétés de location de matériel, (avec ou sans chauffeur),
- Les fournisseurs (carburants, matériels, béton, ...),
- Les Géomètres, Bureaux d'études, Contrôle technique, ...

CLASSIFICATION DES "ENTREPRISES"

Les intervenants définis comme "Entreprise " (cf. § ci-dessus) sont classés en trois catégories.

8.2 Sous-traitants

Ils devront remettre leur PPSPS au CSPS, sous forme de projet, pour l'inspection commune (Les entreprises concernées prendront Rendez-vous avec le CSPS 10 jours avant la date demandée d'inspection commune) .

- Le PPSPS qui est établi par chacune des entreprises présentes sur le chantier devra être remis au CSPS en deux exemplaires originaux signés une fois que le PPSPS aura été validé par ce dernier.
- Le PPSPS devra mentionner la date de la visite d'inspection commune.

Sur décision du maître d'ouvrage, un seul rang sera autorisé, de ce fait, le sous-traitant du sous-traitant ne sera pas accepté

8.3 Personnel locatiers, Intérimaires et fournisseurs

Les entreprises intervenantes sur le chantier (titulaire, sous-traitantes, prestataires de service, locatiers etc...) indiqueront lors de la visite d'inspection commune les dispositions d'hygiène et de sécurité prévues pour leurs employés.

8.4 Contrôle d'accès et formation à la sécurité des salariés du chantier

Le représentant de l'entreprise titulaire définit les personnels des entreprises autorisées à accéder au chantier et s'assure qu'eux seuls pénètrent dans l'emprise définie par le contrat ou lot

Le personnel de chantier (entreprise titulaire du marché, sous-traitants, cotraitants, locations, prestataires de service, fournisseurs) devra recevoir le jour de son arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en matière de sécurité.

Cette formation, qui sera assurée par l'Animateur Sécurité de l'entreprise titulaire du marché devra porter sur :

- La description de l'ouvrage et la liste des principaux intervenants et leur rôle.
- Les contraintes du site et de son environnement.
- Les circulations intérieures et extérieures du chantier.
- La structure prévention sur le site et la sécurité pendant l'exécution du travail.
- L'organisation du trafic (personnel, matériaux, matériel...).
- Les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie et l'organisation des secours et des premiers soins.
- La liste des travaux exécutés par l'entreprise et par les autres entreprises avec notification des risques liés à la coactivité sur le chantier.
- Les conditions d'utilisation du matériel de l'entreprise ou d'une autre entreprise.
- La gestion des déchets sur chantier.

NB : Cette formation / accueil correspond, en fait, à l'explication du PPSPS de l'entreprise.

Les entreprises titulaires devront tenir à jour sur le chantier une liste de tous les personnels y compris les entreprises cotraitantes ou sous-traitantes, avec attestation du suivi de la formation à la sécurité. Ces différents personnels devront pouvoir être identifiés sur le chantier (autocollant sur le casque ou badge).

L'entreprise mandataire des travaux doit s'assurer que son personnel et celui de son (ses) éventuelle (s) entreprise (s) sous-traitantes est en règle :

- Sur son aptitude médicale au poste de travail qui lui est consigné.
- Pour son immatriculation à la Sécurité sociale.

Au point de vue des cartes de séjour et de travail

Toute présence de salariés détachés sous contrat de travaux, de sous-traitance ou de prestations de services (en propre ou sous convention de prêt de main d'œuvre transfrontalier à but non lucratif) fera l'objet d'une information spécifique au MOA, MOE et CSPS, avant toute arrivée de l'entreprise sur site.

8.5 Affichages et registres obligatoires

L'entreprise titulaire du marché devra afficher :

- L'adresse du service médical du travail.
- L'adresse des secours d'urgence.
- Le nom et les coordonnées de l'Inspection du Travail.
- Les horaires de travail.

Chaque entreprise devra mettre à disposition l'ensemble des registres et les tenir à jour :

- Registre d'observations.
- Registre des « dangers graves et imminent ».
- Registre des vérifications et contrôles techniques (registre de sécurité).
- Registre Unique du Personnel (registre en version papier et non impression fichier Excel)

8.6 Inspections Communes

L'inspection commune se fera avec le représentant de l'entreprise titulaire du marché ainsi qu'avec un représentant des entreprises sous-traitantes, prestataires de service et locatiers.

Les entreprises concernées prendront Rendez-vous avec le CSPS **10 jours avant la date demandée d'inspection commune**

Il est rappelé qu'une entreprise ou prestataires doivent réaliser une visite d'inspection commune avec le CSPS avant intervention sur le chantier.

CONDUITE A TENIR EN CAS D'ACCIDENT

112 ou 18 URGENCES

« ICI CHANTIER RN 126 PONT DE LHERLE BANNIERE (81) ou indiquer le PR)

DONNEZ VOTRE N° D'APPEL

Laisser une personne à côté de l'appareil

Dans le cas de besoin de renseignements complémentaires

Prévenir le secouriste.

Préciser :

- 1 - La nature de l'accident**
(Malaise, Brûlure, ensevelissement, choc ...)
- 2 - Le nombre de victimes et L'état de la ou des victimes**
(La victime saigne-t-elle, parle-t-elle, respire-t-elle et si elle ne respire pas a-t-elle le cœur qui bat ?)
- 3 - La nécessité de dégager la ou les victimes**
- 4 - Envoyez une personne au PRS pour guider les secours**
- 5 - Faire dégager les accès jusqu'au lieu de l'accident**
NE PAS RACCROCHER LE PREMIER, FAITES REPETER LE MESSAGE
- 6 - Prévenir le Maitre d'Ouvrage, le Maitre d'œuvre et le Coordonnateur SPS**

ANNEXE 2 : LISTE DES NUMEROS D'APPEL

INCENDIE	POMPIERS	18 112 à partir d'un portable
ACCIDENT CORPOREL	POMPIERS	18 112 à partir d'un portable
ACCIDENT ou RISQUE POUR LE PUBLIC	POMPIERS + POLICE	18 17 112 à partir d'un portable

ANNEXE 3 : LISTE DES ENTREPRISES INTERVENANTES

En attente de désignation

LOT	Entreprise	Coordonnées interlocuteur	Sous-traitant de	VIC	PPSPS

ANNEXE 4 : PROCEDURE D'ALERTE EN CAS D'ACCIDENT GRAVE OU MORTEL

En cas d'accident grave, voire mortel, ou en cas de presque accident dont les conséquences auraient pu être graves ou mortelles (Ex : chute de grue mobile ou à tour, éboulement de terrain, contre sens sur route, collision avec un véhicule, effondrement d'un échafaudage, ...) ou encore en cas d'incidents mettant en cause des tiers, *la démarche à suivre est la suivante* :

Pour toutes les entreprises et tout intervenant pour le compte de celles-ci (fournisseurs, sous traitants, ..), l'entreprise directement impactée par l'évènement (après appel des services de secours) devra **contacter SANS DELAI ET PAR TOUT MOYEN POSSIBLE (TEL/SMS/MAIL) le responsable de projet MOA**

ANNEXE 5 : DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS

A demander au CSPS

CHANTIER :		DOCUMENT HARMONISE D'ORGANISATION DES LIVRAISONS EN SECURITE	
Document à remplir par l'entreprise conjointement avec son fournisseur afin de formaliser les mesures de prévention à mettre en place liées aux opérations de chargement et déchargement, préalablement à son intervention. A transmettre aux intéressés et copie au CSPS dans le cadre de la mise à jour du PPSPS			
Lieu / adresse de livraison			
	Entreprise destinataire	Entreprise de transport	Contact sur chantier
Entreprise			
Nom du responsable désigné :			
Téléphone :			
CONSIGNES GENERALES			
<p>Modalité d'accès sur le chantier : se présenter au représentant de l'entreprise destinatrice. Prendre en compte les risques sanitaires liés au COVID 19</p> <p>Les opérations de livraisons se font en présence d'un représentant de l'entreprise destinatrice.</p> <p>Horaire de livraison : 7H30 – 17H30 du mardi au vendredi. A partir de 8H pour le Lundi et jusqu'à 12h pour le vendredi</p> <p>Rouler au pas</p> <p>Respecter le sens et le cheminement de circulation</p> <p>Port des EPI (chaussures de sécurité, casque de chantier, vêtement haute visibilité, gants, masque de protection)</p> <p>Eviter le contact direct, les échanges de bons doivent se faire à distance (mail, photos...)</p> <p>Les manœuvres se dérouleront uniquement sous la direction d'un chef de manœuvre</p>			
INFORMATIONS SUR L'OPERATION			
Date et heure de livraison		Durée prévisible :	Fréquence des opérations
Modalités d'accès au chantier			
Zone de livraison précise :			
Matériels mis à disposition par le chantier			
Véhicule et matériels utilisés pour la livraison			
IDENTIFICATION DES RISQUES LIES A L'OPERATION			
Nature du risque (marchandise, véhicule, environnement)	Mesures de prévention éventuelles et consignes de sécurité		
	<p>Se renseigner sur les voies de circulations praticables d'accès à la zone de chargement,</p> <p>Suivre indication homme trafic</p>		
L'intervenant s'engage à réaliser son intervention, dans le plus strict respect des consignes de sécurité mentionnées.			
Représentant de l'entreprise réceptionnaire		Entreprise de transport	
Nom :		Nom :	
Qualité :		Qualité :	
Signature :		Signature :	
Le :		Le :	
<p>En cas d'accident : Prévenir un secouriste, appeler le 112 et préciser : l'adresse du chantier, la nature de l'accident, le nombre de blessé et leur état, fixer un point de rendez-vous, maintenir la communication avec les secours jusqu'à ordre contraire.</p>			